

Israël a-t-il un projet géopolitique?

*Emmanuel Navon*¹

Il y trois ans, Ariel Sharon surprit le monde avec sa décision de se "couper" des Palestiniens. Le moment et l'endroit qu'il choisit pour son coup de théâtre n'étaient pas fortuits.

Après l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne au printemps 2003, Georges Bush et –surtout— Tony Blair décidèrent de replacer la tentative de résolution du conflit israélo-arabe au centre de leur politique étrangère au Proche-Orient. Le Parti travailliste et l'opinion publique britanniques n'avaient pas admis que leur Premier Ministre envoie les soldats de Sa Majesté en Iraq et ne fasse rien pour les Palestiniens. Tony Blair le dit d'ailleurs ouvertement à Georges Bush à l'époque: la Grande-Bretagne ne pouvait pas se permettre de s'engager auprès des Etats-Unis en Irak sans que les Etats-Unis ne prouvent aux opinions publiques arabe et européenne que la liberté des Irakiens ne leur était pas moins chère que celle des Palestiniens.

Ce scénario était similaire à celui qui suivit la première guerre du golfe: James Baker organisa la Conférence de Madrid en novembre 1991, car tel était le prix à payer pour le maintien de la délicate coalition que les Etats-Unis formèrent contre l'Irak. Les pays arabes de la coalition n'étaient prêts à soutenir les Etats-Unis pour la libération du Koweït que si les Américains étaient prêts à s'investir dans la "libération" de la Palestine. En 2003, la Grande-Bretagne avait besoin de prouver qu'elle ne pratiquait pas une politique de deux poids deux mesures au Proche-Orient. D'où la "feuille de route," ce document diplomatique publié en avril 2003 avec pour but de "résoudre le conflit israélo-arabe d'ici 2005."

Parrainée officiellement par les Etats-Unis, l'Union européenne, la Russie et les Nations Unies, la feuille de route plaça la résolution du conflit israélo-arabe sous l'égide de la communauté internationale. La feuille de route fut adoptée comme Résolution par le Conseil de Sécurité des Nations Unies en novembre 2003. Il s'agissait pour Israël d'un revers diplomatique. Après la Guerre de Kippour en 1973, un bras de fer diplomatique s'instaura entre les Etats-Unis et Israël d'une part, et entre l'Union soviétique et les pays arabes d'autre part. L'Union soviétique et les pays arabes voulaient imposer à Israël un retrait militaire par l'intermédiaire du Conseil de Sécurité. Les Etats-Unis souhaitaient quant à eux prouver aux pays arabes que le prix à payer pour un retrait israélien était la paix avec Israël et, surtout, le transfert d'allégeance de l'Union soviétique aux Etats-Unis.

Cette stratégie (conçue par Henry Kissinger) réussit avec l'Egypte, mais pas avec le reste du monde arabe. Avec la première Guerre du Liban (1981-82), la première Intifada (1987), et la première Guerre du Golfe (1991), l'aspiration arabo-soviétique d'imposition d'une "solution" par l'intermédiaire du Conseil de Sécurité marqua des points. La fin de la Guerre froide, la victoire américaine en Irak, et la volonté déclarée de James Baker de résoudre le conflit israélo-arabe réunirent les conditions pour la renonciation, par les Etats-Unis, à la stratégie de Kissinger. D'où la Conférence de Madrid, à laquelle Israël n'accepta de se rendre qu'à condition que les

¹ Professeur de relations internationales à l'Université de Tel-Aviv.

Nations Unies n'aient pas l'autorité d'imposer aux parties une solution non-négociée du conflit.

C'est pourquoi la feuille de route constitua un revers diplomatique pour Israël, d'autant plus que trois de ses parrains internationaux (la Russie, l'Union européenne, et les Nations Unies) ont toujours ouvertement été plus enclins à soutenir les positions du monde arabe que celles d'Israël. Lorsque, le 19 novembre 2003, le Conseil de Sécurité adopte la feuille de route comme Résolution, il est clair que les Nations-Unies se sont emparées du dossier. Parallèlement, le 1^{er} décembre 2003, des représentants de la gauche israélienne et de l'OLP signent à Genève un "accord de paix" virtuel, qui semble offrir une alternative à la politique du gouvernement israélien.

Ariel Sharon sent alors la pression tant de l'extérieur (la feuille de route) que de l'intérieur (les accords de Genève). Il a perdu l'initiative et se sent encerclé. Cela n'est pas du goût de ce stratège qui aime surprendre et déteste être surpris. Sa traversée légendaire du Canal de Suez et son encerclement de l'armée égyptienne pendant la Guerre de Kippour sont étudiés jusqu'à aujourd'hui dans les écoles militaires. Trente ans plus tard, il sent de nouveau qu'Israël est menacée si elle ne prend pas une initiative audacieuse. Il s'agit cette fois-ci d'une initiative diplomatique et non militaire, mais l'idée est la même: surprendre et encercler. Par ailleurs, on ne saurait faire abstraction du fait que Sharon est personnellement menacé au même moment par une enquête de police sur le financement de sa campagne électorale pour le leadership du Likud en 1999 et sur son intervention, en tant que Ministre des Affaires étrangères du Gouvernement Nétanyahou, en faveur de son fils pour l'obtention d'un contrat immobilier en Grèce. La presse commence à parler de la fin de Sharon, mais Sharon sait que cette même presse (ainsi que le Procureur du Gouvernement) le "gracieront" dès qu'il revêtira l'uniforme du "de Gaulle israélien."

Le 18 décembre 2003, Ariel Sharon doit prononcer son "Discours d'Herzliyah." La Conférence d'Herzliyah est une réunion annuelle où les plus grandes sommités israéliennes et internationales discutent des problèmes géopolitiques, économiques et démographiques d'Israël, avec pour but de proposer des solutions concrètes et des plans de travail pour le gouvernement. Les intervenants incluent le Premier Ministre, le Chef d'État major, et des experts dûment sélectionnés, tant Israéliens qu'étrangers. Fondée en 2000 par Uzi Arad, la Conférence d'Herzliyah s'est rapidement imposée comme un forum prestigieux, au point que le discours annuel du Premier Ministre est devenu l'équivalent israélien de l'État de l'Union ou du Discours du Trône. C'est dans son "Discours d'Herzliyah" qu'Ariel Sharon avait annoncé en décembre 2002 son accord de principe avec la vision exprimée par Georges Bush dans son discours du 24 juin 2002 –un discours dans lequel, pour la première fois dans l'histoire du conflit israélo-arabe, un Président américain défendit l'idée d'un État palestinien. Le fait qu'Ariel Sharon déclare accepter la création d'un État palestinien constituait une révolution copernicienne.

La première Conférence d'Herzliyah se réunit alors que vient d'éclater la guerre d'Arafat et que le processus d'Oslo, entamé sept ans plus tôt par la gauche israélienne, est discrédité. Uzi Arad est issu du Mossad et fut le conseiller politique du Premier Ministre Nétanyahou. La Conférence donne la parole, entre autres, à Uzi Dayan, à Dan Schueftan, et à Arnon Soffer. Leur message est similaire: il faut se séparer des

Palestiniens. Uzi Dayan est alors Directeur du Conseil pour la Sécurité nationale. Dan Schueftan est politologue et Arnon Soffer démographe –tous deux de l'Université de Haïfa. Cela fait plusieurs années que ces deux universitaires mettent en garde contre la menace démographique arabe et qu'ils plaident pour la construction d'un mur entre Israël et les Palestiniens. La gauche les traite de racistes, la droite répudie leur appel à diviser physiquement la patrie. Comme Uzi Arad, Dan Schueftan se définit comme un réaliste pour qui seul importe l'intérêt national et qui méprise l'idéalisme, qu'il soit de gauche (la paix kantienne au Proche-Orient), ou de droite (l'intégrité de la Terre d'Israël).

Le "message réaliste" est en substance le suivant: 1) Le retrait des ou de territoires conquis en 1967 par Israël n'aboutira pas à la paix avec les Palestiniens (contrairement à ce que pensait la gauche) car les Palestiniens n'aspirent pas à un Etat pacifique en Cis-Jordanie et à Gaza, mais à la destruction d'Israël; 2) Garder les territoires conquis par Israël en 1967 est impossible (contrairement à ce que pensait la droite), car ils constituent une bombe démographique. Il faut donc renoncer et aux territoires et à la paix. Concrètement, il faut construire une muraille de Chine entre Israël et la barbarie arabe, et réinvestir les ressources de l'État juif dans la science et la culture.

Ce message devient l'un des leitmotifs de la Conférence d'Herzliyah. Il gagne progressivement en légitimité au sein de l'intelligentsia israélienne, alors que celle-ci était jusqu'alors en majorité acquise à la théorie des territoires contre la paix. Certains intellectuels tels que Shlomo Avineri, le prestigieux politologue de l'Université hébraïque, et Amnon Rubinstein, le non moins prestigieux professeur de droit et ancien ministre, admettent l'échec d'Oslo et se démarquent de la gauche post-sioniste. De même qu'il y a un "Consensus de Washington," on peut à présent parler d'un "Consensus d'Herzliyah." C'est à Herzliyah qu'experts et têtes pensantes forgent le nouveau projet géopolitique d'Israël. Mais ce projet n'a pas encore été adopté par les décideurs et par le Premier Ministre.

Le discours d'Ariel Sharon à la quatrième Conférence d'Herzliyah (décembre 2003) constitue donc pour Uzi Arad une divine surprise et une rétribution. Sharon fait allusion aux Accords de Genève: ils répètent l'erreur d'Oslo et conduiront au même échec. C'est la feuille de route qui a été acceptée par les gouvernements élus, et c'est elle seule qui servira de base à un futur accord de paix avec les Palestiniens. Israël a rempli et continue de remplir ses obligations telles qu'elles ont été définies par la feuille de route. Sharon se tourne ensuite vers les Palestiniens: nous ne voulons ni vous occuper ni vous diriger; nous voulons que vous soyez indépendants dans votre propre État. Nous espérons que votre gouvernement, comme le mien, fera tout pour faire avancer la feuille de route afin que vous puissiez obtenir votre État. Mais si, dans les prochains mois, nous voyons que l'Autorité palestinienne ne fait rien pour remplir ses obligations telles que définies par la feuille de route, alors Israël initiera un processus unilatéral de séparation des Palestiniens. Nous préférons la négociation, mais nous n'avons pas l'intention de laisser la société israélienne être l'otage des Palestiniens. Israël construira une barrière entre elle et les Palestiniens, et certains villages juifs seront déplacés et délocalisés. La barrière ne constituera pas une frontière politique mais une frontière de facto jusqu'à la reprise des négociations en vertu de la feuille de route. Les villages juifs délocalisés seront ceux qui n'auraient pas été intégrés à l'État d'Israël dans le cadre d'un accord de paix. Les Palestiniens ont plus à gagner dans le cadre d'un accord de paix, et la balle est dans leur camp. Mais

nous ne les attendrons pas éternellement et ne les laisserons pas nous tenir en otages. Merci, et bonne fête de Hannoukah.

La salle est saisie de stupeur, et Uzi Arad se lève pour conclure la conférence. "Monsieur le Premier Ministre," lui dit-il, "je souhaite m'adresser personnellement à vous en guise de conclusion. Vous avez fait allusion dans votre discours à David Ben-Gourion, qui a disparu il y a exactement trente ans. C'était un grand dirigeant, qui savait prendre des décisions difficiles. C'était un homme d'État au sens noble du terme, et nous avons beaucoup à apprendre de lui. L'histoire de l'État d'Israël est dans une large mesure votre histoire personnelle, celle de votre combat comme soldat, comme officier, comme homme d'État et comme Premier Ministre. Vous vous trouvez dans une position unique. Seul celui qui porte sur ses épaules la responsabilité du pays peut ressentir certains moments historiques et prendre des décisions historiques, telles que celle que vous avez présentée dans votre discours. À la Conférence d'Herzliyah, nous analysons les problèmes, mais vous seul pouvez prendre les décisions. Je vous souhaite tout le succès dans la nouvelle politique que vous venez d'annoncer, car ce succès sera le nôtre."

Le nouveau projet géopolitique d'Israël est lancé, avec le soutien très large des universitaires, des hommes d'affaires et des médias. Son but est de "libérer" Israël du fardeau palestinien, de négocier les termes de la séparation avec les Etats-Unis, et de réinvestir les énergies nationales dans l'économie et l'éducation. Beaucoup s'accordent à dire qu'il s'agit là de la seule issue possible à l'éternel imbroglio moyen-oriental, et que seul Ariel Sharon peut mener à bien ce projet ambitieux.

Ariel Sharon charge le Conseil de la Sécurité nationale de formuler les détails de ce qui est à présent nommé le "plan de désengagement." Dov Weissglass, ami, avocat et chef de Cabinet du Premier Ministre, centralise la mise en place du plan de désengagement. Certains affirment qu'il en aurait été l'instigateur. Il négocie directement avec Condoleezza Rice le soutien américain.

En avril 2004, le plan est annoncé. Il diffère de ce qu'avait annoncé Sharon quatre mois plus tôt. Loin de "séparer" Israël des Palestiniens, le plan ne prévoit que le démembrement des localités juives de la Bande de Gaza ainsi que quatre localités juives au nord de la Samarie (la Bande de Gaza est déjà séparée d'Israël par une clôture depuis plusieurs années). Alors que Sharon avait parlé de "re-localisation" des localités juives, celles-ci seront en réalité rasées sans être reconstruites à l'intérieur d'Israël. Le plan prévoit le maintien de la présence militaire israélienne à la frontière entre la Bande de Gaza et l'Égypte (en pratique, Israël se retirera de la frontière en septembre 2005). Le plan affirme que la Bande de Gaza sera "démilitarisée" après le retrait israélien, ce qui est un vœu pieux à la limite du grotesque: comment Israël pourra-t-elle empêcher la militarisation de la Bande de Gaza après le retrait, alors même qu'elle n'avait pas réussi à empêcher cette militarisation avant le retrait? Israël continuera de pourvoir la Bande de Gaza en eau et en électricité, et les Palestiniens de la Bande de Gaza pourront continuer de travailler en Israël: on est loin de la "séparation" annoncée par Sharon.

Arafat meurt le 11 novembre 2004 et avec lui l'idée qu'il n'y a aucun espoir de négociation avec les Palestiniens. C'est en effet le refus obstiné d'Arafat de brider le terrorisme palestinien qui avait convaincu Sharon à agir unilatéralement. Mais une

fois Arafat disparu, la logique même du retrait unilatéral perd de sa pertinence. Uzi Arad publie le 17 novembre 2004 un article dans *Haaretz*, appelant à revoir la stratégie du désengagement. Les Européens, explique-t-il, commencent déjà à faire pression pour passer à la deuxième étape de la feuille de route (la négociation entre Israël et les Palestiniens) avant même que les Palestiniens aient rempli les conditions de la première étape (le démantèlement des infrastructures terroristes). Israël s'oppose à cette tendance, mais en passant directement à l'une des étapes finales de la feuille de route (le retrait militaire et le démantèlement des structures et habitations juives au-delà de la ligne verte), Israël cautionne de facto l'"amnistie" souhaitée par les Palestiniens (obtenir un retrait israélien sans avoir à lutter contre le terrorisme). C'est le moment d'exiger des Palestiniens, explique Arad, de remplir leurs obligations et de lutter contre le terrorisme. Le plan de désengagement, dans les nouvelles circonstances, ne fera qu'accroître l'appétit des Palestiniens et la pression internationale sur Israël. Si Israël est prête à un retrait militaire sans que les Palestiniens aient rempli leurs conditions du contrat, pourquoi s'arrêter à la Bande de Gaza?

Sharon ne veut rien savoir. Les électeurs de son parti, le Likud, ont rejeté le plan de désengagement dans un référendum interne, mais Sharon passe outre ce rejet, et ce contrairement à son engagement de respecter la décision de son parti. Il rejette également l'idée d'un référendum national. Il forme une coalition avec le Parti travailliste, ce même parti qui a essuyé un échec cuisant aux élections législatives de 2003 précisément pour avoir proposé un retrait unilatéral de la Bande de Gaza en cas de blocage des négociations avec les Palestiniens.

En décembre 2004, quelques jours avant la Conférence d'Herzliyah, j'organise à l'Université de Tel-Aviv un débat entre Dov Weissglass, Dan Schueftan et Uzi Landau. Dan Schueftan plaide pour la séparation d'avec Palestiniens depuis plus de vingt ans. Dov Weissglass a conçu le retrait de Gaza. Uzi Landa mène l'opposition à Sharon au sein du Likud. "Te souviens-tu, Dan" lance-t-il à Schueftan, "que tu m'avais approché il a plusieurs années pour signer une déclaration publique appelant à une séparation physique entre Israël et les Palestiniens?" Schueftan opine. "Eh bien, j'étais prêt à signer (contrairement à Dan Méridor, d'ailleurs). Je suis pour la séparation. Mais ce plan que Dov nous a concocté n'a rien à voir avec une telle séparation. Je ne comprends pas ce qui est arrivé à Sharon, que j'ai par ailleurs toujours soutenu. Ce plan est absurde."

À la Conférence d'Herzliyah de 2004, Dov Weissglass plaide pour son plan (car c'est *son* plan) et il est vivement critiqué par Yaacov Amidror, l'ancien directeur de l'École militaire. "Lorsque je discute de ce plan avec mes amis de gauche" explique Amidror, dont les positions politiques sont clairement à droite, "ils n'ont pas un seul argument convaincant pour justifier le retrait unilatéral de Gaza. Ils admettent que ce plan est stratégiquement absurde. Et quand je leur demande: 'alors, pourquoi le soutenez-vous?' ils me répondent: 'parce que nous voulons virer les colons et que seul Sharon peut briser ce tabou. La gauche n'aurait pas pu faire ce que Sharon est en train de faire, et donc nous le soutenons.'"

En août 2005, Sharon passe à l'acte. Israël évacue près de 10,000 habitants juifs de la Bande de Gaza et du nord de la Samarie, et rase 22 localités. Les synagogues, restées en place, sont saccagées et brûlées par les Palestiniens. En novembre, Amir Peretz est

élu à la tête du Parti travailliste et met immédiatement fin à la coalition présidée par Sharon. Des élections anticipées sont fixées au mois de mars 2006 et Sharon quitte le Likud pour former un nouveau parti, Kadima, dont le but déclaré est de poursuivre la politique de désengagement. Le 4 janvier 2006, Sharon est victime d'une hémorragie cérébrale et est remplacé par Olmert.

Le 24 janvier, Olmert prononce le "Discours d'Herzliyah" à la place de Sharon. Nous sommes littéralement à la veille des élections législatives palestiniennes. Olmert s'adresse aux Palestiniens: "Les élections qui se tiendront demain dans l'Autorité palestinienne sont une occasion historique pour les Palestiniens de réaliser leur aspiration à l'indépendance dans le cadre de leur propre État. Les Palestiniens ont rejeté en 1947 la proposition qui leur avait été faite d'établir un État. L'Histoire leur a offert d'autres occasions d'établir un État. Mais ils ne pourront saisir cette occasion que sur la base d'une renonciation partielle à leurs rêves nationaux, de la même manière que nous avons renoncé à une partie de nos rêves nationaux. Dans les élections qui se tiendront demain, les Palestiniens devront choisir entre deux voies: prendre leur destin en main ou se livrer encore une fois aux extrémistes." La réponse à l'appel d'Olmert est claire: le Hamas, qui plaide et agit ouvertement pour la destruction d'Israël, remporte les élections avec une écrasante majorité.

Du fait de la victoire du Hamas, la politique de retrait unilatéral a à la fois gagné et perdu en crédibilité. Elle a gagné en crédibilité car la victoire du Hamas confirme qu'Israël n'a pas avec qui négocier et doit donc agir unilatéralement. Mais elle a également perdu en crédibilité, car la victoire du Hamas est en partie due au retrait israélien de la Bande de Gaza. Les sondages révèlent en effet que l'électorat palestinien est convaincu du fait que c'est le terrorisme du Hamas et non les négociations byzantines de l'OLP qui ont chassé les Israéliens. Par ailleurs, la politique de séparation et de retrait unilatéral s'avère être une arme à double tranchant pour Israël. D'un côté, elle soulage Israël de ses angoisses démographiques et diminue significativement le nombre des kamikazes palestiniens dans les rues israéliennes. Mais d'un autre côté, elle livre des territoires contigus aux centres névralgiques d'Israël à des organisations terroristes armées soutenues par des États comme l'Iran et la Syrie. Une politique de retrait face à un islamisme militant est perçue comme un acte de faiblesse par le Hamas, le Hizballah et l'Iran, qui n'ont que faire de compromis territoriaux et pour qui l'élimination d'Israël est un devoir religieux. Le texte officiel publié par le gouvernement israélien en avril 2004 sur le plan de désengagement stipulait entre autres que "L'espoir est que les Palestiniens prendront l'avantage de l'opportunité créée par le désengagement afin de briser le cycle de la violence et réengager un processus de dialogue." Or c'est précisément l'inverse qui s'est produit.

C'est dans ce climat d'incertitude et de confusion que le parti Kadima remporte une faible majorité aux élections législatives de mars 2005. Le gouvernement de centre-gauche constitué par Olmert a officiellement pour but de poursuivre la politique de désengagement, une politique sur laquelle les Israéliens ont de sérieux doutes, sans pour autant voir quelle est l'alternative. Olmert fait un tour des capitales pour obtenir le soutien des États-Unis et de l'Europe, mais en vain. À son retour, un soldat israélien, Gilad Shalit, est enlevé en plein cœur d'une base militaire israélienne mitoyenne de la Bande de Gaza par des Palestiniens qui se sont infiltrés par un tunnel souterrain. Depuis plusieurs semaines, les tirs de roquettes en provenance de la

Bande de Gaza atterrissent en plein cœur de la ville israélienne de Sdérot. Israël a quitté Gaza, mais Gaza n'a pas quitté Israël. Un an à peine après s'être retiré de Gaza, *Tsahal* reçoit l'ordre d'y revenir pour mettre fin aux tirs de roquettes et libérer Gilad Shalit.

Puis c'est le Hizballah qui s'incruste en territoire israélien et capture deux soldats de *Tsahal*. Olmert répond par une guerre aérienne de plus d'un mois qui n'atteint aucun des objectifs fixés par le gouvernement: les soldats israéliens capturés n'ont pas été libérés et le Hizballah n'est pas désarmé. L'armée de l'air israélienne n'a pas réussi à mettre fin aux tirs de roquettes du Hizballah, qui pendant un mois ont ravagé le nord d'Israël et fait de nombreuses victimes.

La conclusion est claire: les retraits unilatéraux d'Israël (du Liban en 2000 et de Gaza en 2005) ont généré des dangers graves auxquels Israël n'a pas de réponse militaire aérienne. Conçus pour prouver les bonnes intentions d'Israël et pour convaincre les Palestiniens qu'Israël est prête à payer le prix territorial de la paix, les retraits unilatéraux ont eu l'effet inverse. Au lieu de rassurer les Palestiniens sur la bonne foi d'Israël, la politique de retrait les a en réalité renforcés dans leur conviction que le terrorisme marche et que la "libération" de la Palestine par étapes est une méthode fiable. Les intentions étaient bonnes: se conformer au droit international, prouver aux Palestiniens qu'Israël est réellement prête aux "compromis douloureux" souvent évoqués par Sharon, se sortir d'un guet-apens démographique, et répondre aux pressions d'une société israélienne qui se demande de plus en plus ce que ses soldats font au sud-Liban et à Gaza. Mais, comme le dit l'adage, la voie de l'enfer est pavée avec de bonnes intentions.

L'année 2007 marque le quarantième anniversaire de la Guerre des Six Jours, et le quarantième anniversaire des tentatives annuelles de trouver une solution territoriale à un conflit qui ne l'est pas. La conquête, par Israël, de territoires au-delà des lignes d'armistices de 1949 fut la conséquence et non la cause du conflit israélo-arabe. Si Israël se retirait de la totalité de ces territoires (ce que n'exige pas la Résolution 242 du Conseil de Sécurité des Nations Unies), le Hamas (qui dirige l'Autorité palestinienne) continuera d'en appeler à la "libération" du reste de la Palestine (et d'agir en ce sens), et Ahmadinejad continuera d'œuvrer pour l'élimination de l'"entité sioniste" par l'arme nucléaire. Un retrait territorial israélien est peut-être une condition nécessaire mais certainement pas suffisante à la paix au Proche-Orient. Tant que les voisins d'Israël continueront de nier, pour des raisons idéologiques, le droit d'Israël à exister, les retraits territoriaux israéliens seront impuissants à établir la paix au Proche-Orient. De tels retraits, lorsqu'ils sont unilatéraux, ne font que renforcer la conviction des Palestiniens que la violence est efficace et le compromis inutile.

L'ancien ambassadeur de France en Israël, Gérard Araud, utilisa le mot "aporie," dans un entretien que j'eus avec lui, pour définir l'état actuel des relations israélo-arabes. Ce fut la première fois que j'entendis un haut représentant français admettre ne pas avoir de solution au conflit israélo-arabe. Le mot "aporie" décrit parfaitement la situation géopolitique d'Israël aujourd'hui: "Difficulté d'ordre rationnel paraissant sans issue."

Israël cherche une solution rationnelle face à des interlocuteurs qui pensent en termes mystiques. La rationalité porta ses fruits avec le Président Sadat et le Roi Hussein de Jordanie. Mais de tels dirigeants font cruellement défaut dans le Proche-Orient d'aujourd'hui. Ahmadinejad, Nassrallah et les dirigeants du Hamas se déclarent être les représentants de la volonté divine sur Terre, une volonté qui d'après eux exige la reconquête sans compromis des terres d'Islam perdues, l'effacement d'Israël, et la conversion des infidèles. Face à cette démesure, Israël et le monde chrétien n'ont d'autre issue que de se battre et de se renforcer dans leurs convictions. Les propos d'Oriana Fallaci et du Pape Bénédict XVI ont enragé les musulmans précisément parce qu'ils conjuraient l'Occident à avoir le courage de ses convictions, de sa foi et de ses valeurs. Le fait que de telles injonctions provinrent d'une athée déclarée et d'un Pape est révélateur: la fidélité à ses racines n'est pas nécessairement religieuse; elle signifie avoir le courage d'être soi-même. Israël et l'Occident sont puissants économiquement et militairement, mais faibles idéologiquement. C'est sur cette faiblesse que joue l'islamisme –avec un succès certain.

Être fort et ferme dans son droit et ses valeurs est l'ultime ligne de défense d'Israël. Après la signature des accords d'Oslo, l'un de mes collègues proposa d'engager un dialogue avec un notable Palestinien récemment libéré de prison par Israël. Celui-ci refusa. Étonné, mon collègue lui demanda la raison de son refus. "Je suis un Musulman fidèle" lui répondit-il. "Après avoir étudié la Bible et le Coran, j'ai fini par comprendre que cette terre appartient à Israël, et que se révolter contre le droit d'Israël à sa terre, c'est se révolter contre Dieu. Mais Israël a un contrat avec Dieu et doit mériter sa terre. Or, lorsque j'étais dans la prison israélienne, j'ai vu l'un de mes gardes manger un sandwich pendant la Pâque juive. Je lui ai fait remarquer que cela était interdit d'après la Bible. Il m'a répondu qu'il s'en foutait. Depuis, je suis convaincu que les Musulmans peuvent gagner." À méditer.